



CHAPITRE 121

Loi refondant la charte de Les Filles
de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus

[Sanctionnée le 11 juillet 1963]

CHAPTER 121

An Act to consolidate the charter of Les
Filles de la Charité du Sacré-Cœur de
Jésus

[Assented to 11th July 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation "Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus" a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 139, modifiée par la loi 15-16 George VI, chapitre 127;

Que la congrégation a constaté que les pouvoirs de la corporation ne sont pas suffisants pour la réalisation de ses œuvres;

Qu'il apparaît opportun de définir et de changer certains pouvoirs;

Qu'il apparaît opportun et nécessaire actuellement de constituer en corporation certaines maisons appartenant à la congrégation;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1909, c.
139, remp.

1. La loi 9 Édouard VII, chapitre 139, modifiée par la loi 15-16 George VI, chapitre 127, est remplacée par la suivante:

Nom.

"1. La corporation déjà existante sous le nom de "Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus," ci-après appelée "la corporation", a pour nom, en français, "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus" et, en anglais, "The Daughters

WHEREAS the corporation "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus" has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 9 Edward VII, chapter 139, amended by the act 15-16 George VI, chapter 127;

That the congregation has found that the powers of the corporation are not sufficient for the carrying out of its works;

That it appears opportune to define and change certain powers;

That it appears opportune and now necessary to incorporate certain houses belonging to the congregation;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 9 Edward VII, chapter 139, amended by the act 15-16 George VI, chapter 127, is replaced by the following:

"1. The name of the corporation already existing under the name of "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", hereinafter called "the corporation", shall be "The Daughters of the Charity of the Sacred Heart of Jesus"

of the Charity of the Sacred Heart of Jesus”.

in English, and “Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus” in French.

Siège
social.

“2. Le siège social de la corporation est en la cité de Sherbrooke.

“2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Sherbrooke. Cor-
porate
seat.

Mem-
bres.

“3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la congrégation faisant partie de la province du Canada de la congrégation “Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus”, sont membres de droit de la corporation mais seulement tant qu’elles y demeurent ainsi attachées et qu’elles restent membres de la congrégation.

“3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the congregation forming part of the province of Canada of The Daughters of the Charity of the Sacred Heart of Jesus shall be members of the corporation of right, but only as long as they remain so assigned and remain members of the congregation. Mem-
bers.

Fins.

“4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l’enseignement et l’éducation.

“4. The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction and education. Objects.

Pouvoirs,
droits et
privi-
lèges.

“5. La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges des corporations ordinaires, et elle peut, en particulier,

“5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular, Powers,
etc.

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

a. have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

b. appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d’éducation, établissements d’enseignement, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, centres récréatifs, bibliothèques, terrains de jeux, maisons de retraites, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, crèches, ouvroirs, asiles et des infirmeries au sens du paragraphe a de l’article 1 de la Loi des hôpitaux;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage educational and teaching establishments, residences for nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, recreational centres, libraries, playgrounds, retreats, hospices, refuges, rest homes, orphanages, crèches, work-rooms, asylums, and infirmaries within the meaning of paragraph a of section 1 of the Hospitals Act;

e) s’obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou effet négociable;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f) emprunter de l’argent par tout mode reconnu par la loi;

f. borrow money by any method recognized by the law;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d’une autre charge ses biens meubles pour garantir le remboursement de ses emprunts ou l’exécution de ses obligations;

g. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h) émettre des obligations ou d’autres titres ou valeurs, et les vendre, les échanger, les nantir ou les mettre en gage;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une ou l'autre des fins de la corporation, lui céder tout bien gratuitement ou contre valeur, lui prêter de l'argent, cautionner ou garantir ses obligations ou ses engagements;

l) accepter tout don, legs ou libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles ou immeubles, par tous les modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières ou ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation que ce soit, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et faire tenir des registres de l'état civil pour ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider, de toute manière, à l'érection, à l'aménagement, et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance, aux soins médicaux et à l'entretien de ses membres, des per-

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immoveable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace it;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to any of its own, cede any property, gratuitously or for value, and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. accept any gift, legacy or other liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate all moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries or erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and cause registers of civil status to be kept for such burials and disinterments by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

o. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether the corporation owns the immoveables concerned or has only the enjoyment thereof; and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. provide for the education, instruction, sustenance, medical care and support of its members, of persons in its service,

sonnes à son service et de celles qui sont en relation avec elle, sous réserve des dispositions de la Loi des hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi;

q) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la corporation à poursuivre ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) approuver, demander et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autorisation ou disposition législative ou administrative, qui serait de nature à lui profiter, directement ou indirectement, et s'opposer à toute procédure ou demande qui pourrait être de nature à lui nuire, directement ou indirectement;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant ou se proposant d'exploiter des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent lui être profitables, des conventions établissant les termes et les modalités de l'association de la corporation avec ces personnes; faire partie de tout groupe, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie exploitant des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent aider la corporation à exercer ses pouvoirs;

u) s'associer à toute corporation qui s'adonne à des entreprises, des œuvres ou des affaires qui présentent quelque relation avec les fins de la corporation.

Biens
immobiliers.

"6. Les biens immobiliers que la corporation pourra posséder ne seront soumis à aucune restriction quant à leur étendue nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 283).

Immeubles non
utilisés.

"7. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

and of those connected with it, subject to the provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder;

q. cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

r. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of the ends of the corporation, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. approve, solicit and obtain any statute, ordinance, order, regulation or authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements as to the terms and conditions of association by the corporation with such persons; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings, works or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u. associate itself with any corporation pursuing undertakings, works or activities connected with its objects.

"6. The immoveable property which the corporation may possess shall not be subject to any restriction as to its extent notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 283).

Immove-
able prop-
erty.

"7. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects.

Immove-
ables not
used.

Règle-
menta-
tion.

“8. La corporation peut, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs.

“8. The corporation may make by-laws enacting, amending and repealing provisions respecting

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants.

Fonda-
tions.

“9. La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives, ou d'assistance, et, par conséquent, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autre mode de transmission par le fondateur, et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

“9. The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive as legal depository, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder, and bind itself to carry out the charges established by him, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Patri-
moine
distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré distinctement et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately and for which the corporation shall keep separate accounts. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Dots.

“10. Les dots constituées par ses membres, ou pour eux, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation.

“10. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under the preceding section, as long as they have not become the permanent property of the corporation.

Change-
ment de
nom, etc.

“11. Avec l'autorisation du secrétaire de la province, la corporation peut changer son nom ou le lieu de son siège social mais celui-ci doit toujours être fixé dans la province. Un avis de tel changement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

“11. With the authorization of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the place of its corporate seat, which must always be located in the Province. Notice of such change shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds
d'amor-
tisse-
ment.

“12. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons, d'obligations ou de valeurs qui ne sont pas remboursables par annuités.

“12. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds, debentures or securities which are not payable by annual instalments.

Copie
d'acte de
fiducie à
conserver.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a passé et toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to

prendre communication et même en prendre des extraits.

such copy and even make extracts therefrom at any time and without cost.

Activités
des mem-
bres.

"13. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter les conditions par une convention qui produit alors ses effets nonobstant toute loi à ce contraire, tant que le membre fait partie de la corporation.

"13. Any member of the corporation may devote her activities to the service of the corporation and establish the conditions thereof by a contract which shall then have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as she is a member of the corporation.

Activi-
ties of
members.

Désigna-
tion des
membres.

"14. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

"14. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Designa-
tion of
members.

Demande
de disso-
lution par
membre,
prohibée,
etc.

"15. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation, ou de toute corporation constituée en vertu de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli au service de l'une ou de l'autre.

"15. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done for any such corporation.

Mem-
bers'
rights
limited.

Représen-
tation des mem-
bres par
la cor-
poration.

"16. La corporation représente ses membres et peut en son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils se rapportant aux biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

"16. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity

Corpora-
tion re-
presents
members.

a) exercer en justice leurs recours;

a. exercise their judicial recourse;

b) de sa propre autorité et en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux et malgré leur capacité de la continuer.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer, à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours établis par la loi au cas de décès accidentel de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses as are provided by law in case of the accidental death of its members.

Certain
recourses.

Conseil
d'admini-
stration.

"17. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration.

"17. The powers of the corporation shall be exercised by its board of management.

Board of
manage-
ment.

Idem.

Le nombre, les qualités requises, la nomination, l'élection des membres de ce conseil, la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs et devoirs sont déterminés par les règlements de la corporation.

The number, qualifications, appointment and election of the members of such board, their terms of office, powers and duties shall be determined by the by-laws of the corporation.

Idem.

Premiers
membres.

"18. Les membres actuels du Conseil de la province du Canada de la congrégation "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus" sont les membres du conseil d'administration de la corpora-

"18. The present members of the council of the province of Canada of the congregation "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus" shall be the members of the board of management of

First
members
of board.

tion jusqu'à ce qu'un conseil d'administration soit en fonction conformément aux règlements qui auront été adoptés par la corporation.

the corporation until a board of management is in office in accordance with the by-laws to be made by the corporation.

Déclaration requise.

"19. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

"19. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registres.

"20. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

"20. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

a) une copie de la présente loi;
b) les règlements de la corporation adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;

a. a copy of this act;
b. the by-laws of the corporation made in the exercise of the powers conferred by this act;

c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et fonction de chacun des membres de la corporation, son nom en religion, la date de son admission et celle où il a cessé d'en être membre;

c. the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, her name in religion, the date of her admission and the date when she ceased to be a member thereof;

d) les nom et prénoms de chaque membre occupant la fonction de supérieure provinciale de la province du Canada de la congrégation "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus"; la date du début de sa fonction et celle de la fin de sa fonction;

d. the surname and given names of every member holding the office of superior provincial of the province of Canada of the congregation "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

e) un résumé des dispositions des fondations que la corporation a acceptées sous le régime établi à l'article 9;

e. a summary of the provisions of the endowments accepted by the corporation under section 9;

f) une liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention du principal de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués et la mention des nom et adresse du créancier, et, s'il s'agit d'émission de bons, d'obligations ou d'autres valeurs, la mention du nom du fiduciaire.

f. a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name and address of the creditor or, as regards issues of bonds, debentures or other securities, the name of the trustee.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary.

Communication, etc.

Toute personne intéressée peut en prendre communication et en obtenir, à ses frais, des extraits certifiés.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Certificat
de mem-
bre.

"21. Un certificat du chancelier du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation constituée, à toutes fins, la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil d'administration ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

"21. A certificate of the chancellor of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or is a member of its board of management or holds an office contemplated in this act or the by-laws of the corporation.

Certifi-
cate of
member-
ship.

Dissolu-
tion.

"22. A la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut déclarer la corporation dissoute; la dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour qui suit la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de la corporation sont dévolus à l'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations.

"22. Upon petition by the corporation, the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic Bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated.

Dissolu-
tion.

Dona-
tions au-
torisées.

"23. Nonobstant toute disposition législative contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont habilitées à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les engagements que pourraient comporter ces donations et ce, afin d'aider la corporation à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, pourvu qu'il en soit ainsi décidé par les administrateurs, à la majorité des voix et au cours d'une assemblée des administrateurs qui aura été convoquée à cette fin et à laquelle il y aura quorum.

"23. Notwithstanding any contrary or incompatible legislative provision, corporations constituted under the laws of the province are empowered to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to carry out the commitments implied by such gifts, and this in order to assist the corporation to defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, provided that it be so decided by the directors by a majority vote at a meeting of directors called for such purpose at which a quorum is present.

Gifts by
corpora-
tions.

Corpora-
tions
consti-
tuées.

"24. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre

"24. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member, or of its directors and its

Incorpo-
ration of
subsidi-
aries.

ou, selon le cas, de ses administrateurs et de son visiteur.

Avis. 2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs. 3. Une corporation ainsi constituée a entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Modification des fins, etc. 4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution. 5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolution des biens. 6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi, après paiement de ses obligations.

Succesion. "25. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de ses membres, selon le cas.

Idem. A la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert de droits, etc. La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de telles lettres patentes; toute disposition de biens

visitor, as the case may be.

2. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

3. A corporation so constituted shall have, among other powers, those of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

4. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof and change its name or the location of its head office in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

5. Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

6. In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

"25. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved provided that the latter has consented thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be.

Upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, the Lieutenant-Governor may enact a similar provision in favour of the petitioning corporation and cause it to succeed a similar corporation which has given its consent by its director or directors.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposi-

faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregistrement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Hôpital autorisé.

"26. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs ainsi que de son visiteur, s'il y a lieu.

Avis.

2. Un avis de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Modification des fins, etc.

4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice et changer son nom ou l'endroit de son siège social qui doit être situé dans la province. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne

tion of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the offices of the registration divisions where the immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and the provisions of its letters patent and describing according to law the immovables so transferred.

Registration.

"26. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors, and also its visitor if necessary.

Corporation to operate a hospital.

2. Notice of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

3. A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Powers.

4. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise and change its name or the location of its head office which must be situated in the Province. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amendment of objects, etc.

5. Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until

Dissolution.

prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi, et de leurs modifications, s'appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

Validité.

"27. Les biens acquis par "Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus" corporation constituée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 139, modifiée par la loi 15-16 George VI, chapitre 127, les actes faits par elle, les contrats qu'elle a passés, les engagements qu'elle a pris et les transactions qu'elle a faites, depuis le 7 mai 1909 jusqu'à la date de la sanction de la présente loi, l'ont été aussi valablement que si la corporation avait agi en vertu de décisions prises légalement par un conseil légalement en fonction, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des hôpitaux et des règlements faits en vertu de cette loi.

Disposi-
tions
sauve-
gardées.

"28. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulations made thereunder, and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

Provisions
to apply.

Validity.

"27. The property acquired, the deeds and contracts made, the engagements incurred and the transactions carried out by "Les Filles de la charité du Sacré-Cœur de Jésus", incorporated by the act 9 Edward VII, chapter 139, amended by the act 15-16 George VI, chapter 127, since the 7th of May 1909 and up to the date of the sanction of this act, have been as valid as if the corporation had acted under decisions legally made by a board legally in office, the whole subject to the provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder.

"28. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations."

Provisions
safe-
guarded.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.